

DISTRIBUTION DE LOGEMENTS SOCIAUX À BOUMERDÈS

Le front de la fronde ouvert

Sommés par le gouvernement d'afficher les listes des bénéficiaires des logements sociaux avant le 5 juillet prochain, les autorités de la wilaya de Boumerdès font face à la fronde des déçus qui les accusent de mauvaise gestion de ce dossier.

Hier lundi, des centaines de jeunes ont envahi le centre-ville du chef-lieu de la wilaya pour manifester leur colère contre la répartition des 333 logements construits au Sahel, localité située à la périphérie Est de l'ex-Rocher Noir. La liste a été affichée dimanche après-midi.

Des accusations fusent de la foule. «Ils ont donné des appartements à des émigrés en France. L'un des bénéficiaires a vendu récemment une villa à un milliard de centimes.» Les protestataires refusent de nous révéler les noms des mis en cause.

Un jeune dénonce le fait qu'au quartier du Sahel, il y a 110 familles alors qu'une seule a été intégrée dans cette liste où figure le chauffeur du chef de daïra et un fonctionnaire de cette institution.

C'est précisément le chef de la daïra qui recevait au siège de la commune les réclamations des exclus, il ne pouvait donc pas

répondre au téléphone. Par contre, le nouveau maire de la commune du chef-lieu de wilaya était absent, nous a dit l'un de ses adjoints. Il ne décrochait pas en outre son téléphone.

Détournement de logements du séisme

A l'affichage, la fin de la semaine écoulée, des noms des bénéficiaires de 125 logements sociaux de la commune de Thénia, ceux qui en étaient exclus ont saisi la justice par le biais du tribunal de Boudouaou pour annuler l'opération.

L'argument des protestataires se résume ainsi : ces logements ont été financés par le Fonds arabe de développement économique et social Fades, Arabie saoudite dans le cadre du programme de solidarité de ce pays avec les familles victimes du séisme de 2003. Pour rappel, l'Arabie saoudite a financé un programme de 1 000 logements pour la



La liste des 333 logements a provoqué une importante vague de protestation.

wilaya de Boumerdès.

Un quota de 252 unités a été affecté à la commune de Thénia.

C'est une entreprise chinoise qui a réalisé les habitations en question. Début de l'année 2010, 110 appartements auraient été affectés aux familles sinistrées et 26 autres aux familles qui habitaient des F1 d'où elles ont été évacuées pour des logements plus spacieux.

Ce sont des indications qui nous ont été fournies, en mars 2010 par l'ancien

chef de daïra (*Le Soir* du 17.2.2010).

En y ajoutant les 125 unités objet de cette liste remise en cause, nous ne trouvons pas les 252.

Mais c'est ainsi que fonctionne l'administration algérienne. Elle ne donne jamais des informations précises. Par ailleurs, ces citoyens protestataires nous ont remis une liste de huit feuillets revêtus chacun de la signature de l'ancien chef de la daïra de Thénia. Dans cette liste est men-

tionné ce qui suit : «Liste additive des personnes éligibles au relogement définitif au programme dans la commune de Thénia - Rouge éclatement programme 252». Pour appuyer leurs assertions, nos visiteurs mentionnent leurs positionnements dans les bâtiments. K. Lounès par exemple, l'OPGI lui aurait affecté une habitation au 5^e étage de la cage E

appartement n° 18. Les autorités nient, quant à elles, l'existence de cette liste.

Joint par téléphone, Halouane Saïd, P/APC de Thénia, affirme que c'est la première fois qu'il participe à l'élaboration d'une liste de relogement.

«Je vous assure qu'aucun membre de ma famille ni un proche n'a été inclus dans cette liste. Il y va de même pour mes vice-présidents, à l'exception du délégué de Seghirat qui a vu son gendre bénéficier d'un logement. Mais la population ne décolère pas contre certains abus comme l'inscription du fils du coordinateur local des anciens.

Ce responsable fait partie de la commission. Considérant la jurisprudence attestée par l'article 45 du code communal, il y a probablement délit d'initié. La liste est par conséquent entachée de vice de forme. Cette fronde contre la distribution des logements sociaux touche également les communes de Bordj-Ménaïel, Cap-Djinet et Boudouaou.

Abachi L.

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Grogne des vendeurs

Les vendeurs de matériaux de construction de la wilaya d'Alger dénoncent et demandent l'annulation de l'arrêté du wali qui ordonne la fermeture de tous les dépôts de vente dans un délai de 15 jours. L'arrêté vise à délocaliser cette activité jugée «polluante» des zones urbaines.

Réunis hier au siège de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), les vendeurs de matériaux de construction remettent en cause l'arrêté du wali mettant en demeure tous les commerçants exerçant sur l'autoroute, dans les zones urbaines, sur les routes nationales, à proximité de terrains agricoles ou de terrains forestiers, de délocaliser leurs activités explique Fouad Belarbi, président du bureau des commerçants d'Alger. Il faut remplir ces conditions pour l'obtention d'un agrément.

Les vendeurs, excédés, réitèrent donc leur demande d'aménagement de nouveaux sites d'accueil réservés à leur activité, en cas de fermeture de leurs dépôts. Ils n'écartent pas la possibi-



Le marché des matériaux de construction est anarchique et nuisible à l'environnement urbain.

lité de recourir à une grève si les autorités concernées ne se penchent pas sur leur cas.

Selon Belarbi, depuis que le wali a décidé de réorganiser le marché des matériaux de construction, jugé anarchique et nuisible à l'environnement urbain et à la santé publique, les commerces disparaissent l'un après l'autre.

Depuis, le wali a ordonné la fermeture, dans un délai de 15 jours, de tout dépôt dont le propriétaire n'est pas en possession d'un agrément. «150 commerçants ont déjà reçu l'ordre de fermeture. Moi-même j'ai signé un P-V de

fermeture», explique notre interlocuteur.

Et d'ajouter : «Ils nous somment de quitter nos locaux, mais pour aller où ?» s'interroge Belarbi.

«Lors des assises nationales du commerce, il a été mentionné qu'une zone d'activité sera réservée aux vendeurs de matériaux de construction. On en parle depuis 2007, mais rien n'a été fait», soutient Sid-Ali Boukrouche, coordinateur de l'UGCAA au niveau de la wilaya d'Alger.

La fermeture et ou la délocalisation de ces commerces vers des zones d'activité désignées par l'Etat entraîneront une

hausse des prix des matériaux de construction, laissent entendre les vendeurs.

«Les prix vont doubler. Il faudra rajouter également le prix du transport», explique Belarbi. Ce dernier rappelle que le wali n'est pas attentif à nos doléances.

En outre, une rencontre avec le directeur du commerce de la wilaya d'Alger est prévue aujourd'hui.

A noter, selon les commerçants, que la wilaya prévoyait des sites d'accueil à Réghaïa, Maktaâ Kheïra et Chéraga. Un terrain de 4 ha aurait même été dégagé à cet effet, soulignent ces commerçants.

W. Z.

CONSTRUCTIONS
ILLICITES À AFIR

Les citoyens ferment l'APC et exigent l'application de la loi

Pour la énième fois, des citoyens de la commune d'Afir, dans l'extrême Est de la wilaya de Boumerdès, ferment le siège de leur APC. Cette fronde dure depuis deux jours.

Les protestataires exigent l'application stricte de la loi en matière de construction illicite. Écoutons les explications d'un frondeur. «Le cousin du maire s'est emparé des espaces verts de la cité des 90 logements pour construire 4 garages au milieu des bâtiments d'habitations. Nous sommes allés voir le maire, le responsable de l'OPGI, les gendarmes de Dellys et par trois fois le chef de la daïra de Dellys, malheureusement rien n'a été fait à ce jour. Par ailleurs, afin d'empêcher l'utilisation de l'engin de la commune pour la démolition, des agents de l'APC l'ont saboté. Pire encore, des individus louches sont venus dans la cité pour nous menacer».

Le maire que nous avons joint par téléphone confirme les propos de son administré et apporte des précisions : «La personne concernée est, certes, un cousin éloigné mais je suis le représentant de l'Etat astreint par l'application de la loi. J'ai signé un arrêté d'urgence mais l'engin a été effectivement mis hors d'usage. Une plainte a été déposée à ce sujet. Je vous signale que le wali nous a donné des instructions fermes. Nous attendons seulement la disponibilité des gendarmes, très sollicités ces derniers jours pour la sécurité des examens de fin d'années, pour procéder à la démolition de ce qui est construit illégalement. Ce délai ne saurait dépasser la fin de semaine.» Affaire à suivre.

A. L.

LARBAË

Deux terroristes abattus à Djiboulou

Les services de sécurité ont abattu, hier, vers 18 heures, deux terroristes au quartier Djiboulou, dans la commune de Larbaâ.

Selon les premières informations, les deux individus seraient originaires de la wilaya de Boumerdès.

R. N.